



**BOUCHES-DU-  
RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°13-2021-120

PUBLIÉ LE 28 AVRIL 2021

# Sommaire

## **Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités /**

13-2021-04-26-00044 - Arrêté portant renouvellement d'agrément au titre des services à la personne au bénéfice de la SAS "AIX SERVICES " sise 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN PROVENCE. (3 pages) Page 4

13-2021-04-26-00045 - Récépissé de déclaration au titre des services à la personne au bénéfice de la SAS "AIX SERVICES" sise 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN PROVENCE. (3 pages) Page 8

## **Direction départementale de la protection des populations 13 /**

13-2021-04-28-00002 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)?? n° d identification 13-23?? (2 pages) Page 12

13-2021-04-28-00003 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)?? n° d identification 13-50 (2 pages) Page 15

13-2021-04-28-00004 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)?? n° d identification 13-58 (2 pages) Page 18

13-2021-04-28-00005 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)?? n° d identification C-13-2013-083 (2 pages) Page 21

13-2021-04-28-00006 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)?? n° d identification S-13-2014-101 (2 pages) Page 24

13-2021-04-28-00007 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)?? n° d identification T-13-2013-95 (2 pages) Page 27

13-2021-04-28-00008 - ARRÊTÉ ?? procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)?? n° d identification T-13-2013-98 (2 pages) Page 30

## **Direction générale des finances publiques /**

13-2021-04-28-00001 - Délégation automatique de signature des responsables de structures en matière de contentieux et de gracieux fiscal (4 pages) Page 33

## **Direction Régionale des Douanes /**

13-2021-04-19-00025 - Décision délégation 2021-8 (67 pages) Page 38

## **Préfecture de police des Bouches-du-Rhône / Cabinet**

13-2021-04-27-00002 - Arrêté donnant délégation de signature à Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer, Directrice de la sécurité, des polices administratives et de la réglementation (4 pages) Page 106

## **Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l' Environnement**

13-2021-04-27-00004 - Arrêté portant habilitation de la société dénommée  
« PFI Provence » exploitée sous l' enseigne commerciale « ACCUEIL  
PERMANENCE GENERALE DES POMPES FUNEBRES » sise à MARSEILLE  
(13001) dans le domaine funéraire, du 27 AVRIL 2021 (2 pages) Page 111

13-2021-04-27-00003 - Arrêté portant habilitation de l' établissement  
secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES NEMROD »  
sis à MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire, du 27 AVRIL 2021 (2  
pages) Page 114

13-2021-04-26-00043 - Arrêté portant habilitation de l' établissement  
secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES »  
sise à VELAUX (13880) dans le domaine funéraire, du 26 avril 2021 (2 pages) Page 117

## **Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Sécurité : Polices Administratives et Réglementation**

13-2021-04-26-00041 - renouvellement auto-ecole CHAVE-PROGRES, n°  
E0301310820, monsieur Jean-Claude PAGES, 62 RUE DU PROGRÈS 13005  
MARSEILLE (3 pages) Page 120

13-2021-04-26-00042 - renouvellement auto-ecole MIRABEAU CONDUITE, n°  
E1201363160, madame Isabelle BRULE, 40 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE  
13550 NOVES (3 pages) Page 124

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

13-2021-04-26-00044

Arrêté portant renouvellement d'agrément au  
titre des services à la personne au bénéfice de la  
SAS "AIX SERVICES " sise 2, Boulevard Aristide  
Briand - 13100 AIX EN PROVENCE.



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités  
des Bouches du Rhône**

**Pôle Economie Emploi Entreprises  
Département Insertion Professionnelle**

---

**ARRETE N° PORTANT RENOUELEMENT D'AGREMENT  
D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE**

---

**NUMERO : SAP527575047**

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône  
Et par délégation,  
La Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités des Bouches-du-Rhône

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-13, D.7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu l'arrêté du 01 octobre 2018 fixant le cahier des charges relatif à l'agrément,

Vu l'arrêté préfectoral n°13-2016-04-04-008 portant renouvellement d'agrément d'un organisme de Services à la Personne délivré le 07 avril 2016 à la SAS « AIX SERVICES »,

Vu la demande de renouvellement d'agrément, formulée en date du 20 janvier 2021, par Monsieur Pierre JUTON, en qualité de Président de la SAS « AIX SERVICES » dont le siège social est situé 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 Aix en Provence et déclarée complète le 20 janvier 2021,

Vu le document de certification AFNOR - « Services aux Personnes à domicile - V10.1 » - Norme NF X50-056 (08/2014) n° 57687.12 délivré le 01 septembre 2020,

Sur proposition de la Directrice départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

L'agrément de la SAS « AIX SERVICES » dont le siège social est situé 2, Boulevard Aristide Briand 13100 AIX EN PROVENCE est renouvelé à compter du 07 avril 2021 pour une durée de cinq ans.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 du Code du Travail et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

### **ARTICLE 2 :**

Cet agrément couvre les activités suivantes :

- Garde d'enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés à domicile ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante) à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile.

Les activités ci-dessus seront effectuées selon le mode **PRESTATAIRE** sur le département des **BOUCHES-DU-RHONE**.

### **ARTICLE 3 :**

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

**ARTICLE 5 :**

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Marseille, le 26 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Par empêchement de la Directrice départementale  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des  
Bouches-du-Rhône  
La Responsable du département « Insertion  
Professionnelle »,

Hélène BEAUCARDET

55, Boulevard Perier - 13415 MARSEILLE cedex 20 ☎ 04 91 57.97 12 - 📠 04 91 57 96 40  
Mel : paca-ut13.sap@direccte.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

13-2021-04-26-00045

Récépissé de déclaration au titre des services à la  
personne au bénéfice de la SAS "AIX SERVICES"  
sise 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN  
PROVENCE.





**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités  
des Bouches du Rhône**

**Pôle Economie Emploi Entreprises  
Département Insertion Professionnelle**

**Récépissé de déclaration n°  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP527575047**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D 312-6-2,

Vu l'agrément délivré le 07 avril 2021 à la SAS « AIX SERVICES »,

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône,

**CONSTATE**

Qu'une déclaration d'activités de Services à la Personne a été déposée le 20 janvier 2021 auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Bouches-du-Rhône par Monsieur Pierre JUTON, en qualité de Président de la SAS « AIX SERVICES » dont le siège social est situé 2, Boulevard Aristide Briand - 13100 AIX EN PROVENCE.

**DECLARE**

Que le présent récépissé abroge, à compter du 07 avril 2021 le récépissé de déclaration n°13-2016-04-04-009 du 04 avril 2016.

**A compter de cette date**, cette déclaration est enregistrée sous le numéro **SAP527575047** pour l'exercice des activités :

- Relevant de la déclaration, **soumises à agrément et exercées en mode PRESTATAIRE** sur le département des **Bouches-du-Rhône** :

- Garde d'enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés à domicile ;

- Accompagnement des enfants de moins de trois ans ou de moins de dix-huit ans handicapés dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile.

- relevant uniquement de la déclaration et exercées en mode **PRESTATAIRE** :

- Assistance aux personnes (**hors personnes âgées, personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques**) qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion des soins relevant d'actes médicaux ;
- Accompagnement des personnes (**hors personnes âgées, personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques**) qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transports, actes de la vie courante),
- Livraison de courses à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux courses,
- Garde d'enfants de plus de trois ans à domicile,
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile,
- Soutien scolaire ou cours à domicile,
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petits bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Assistance informatique à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux pour personnes dépendantes ;
- Soins esthétiques pour personnes dépendantes.

- relevant de la déclaration, **soumises à autorisation** et **exercées en mode PRESTATAIRE** sur le département des Bouches-du-Rhône :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou l'aide à l'insertion sociale mentionnées aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 aux personnes âgées et aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques qui ont besoin de telles prestations à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux à moins qu'ils ne soient exécutés dans les conditions prévues à l'article L. 1111-6-1 du code de la santé publique et du décret n° 99-426 du 27 mai 1999 habilitant certaines catégories de personnes à effectuer des aspirations endo-trachéales,
- Accompagnement des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante),
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les départements d'exercice de ses activités.

Toutefois, en application de l'article D 312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Marseille, le 26 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Par empêchement de la Directrice Départementale  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des  
Bouches-du-Rhône  
La Responsable du département « Insertion  
Professionnelle »,

Hélène BEAUCARDET

55, Boulevard Perier - 13415 MARSEILLE cedex 20 ☎ 04 91 57.97 12 - 📠 04 91 57 96 40  
Mel : paca-ut13.sap@direccte.gouv.fr

Direction départementale de la protection des  
populations 13

13-2021-04-28-00002

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de  
CTS (chapiteaux, tentes et structures)  
n° d'identification 13-23



---

**ARRÊTÉ**  
**procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)**  
**n° d'identification 13-23**

---

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

**Vu** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

**Considérant** l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

**Considérant** l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

**Article 1** : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant n° d'identification 13-23 qui appartient au camping du Manoir de KERLUT.

**Article 2** : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

**Article 3** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale de la protection des populations,

*SIGNE*

Sophie BERANGER-CHEVET

Direction départementale de la protection des  
populations 13

13-2021-04-28-00003

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de  
CTS (chapiteaux, tentes et structures)  
n° d'identification 13-50



---

**ARRÊTÉ**  
**procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)**  
**n° d'identification 13-50**

---

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

**Vu** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N°13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHEVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHEVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le courriel du 25 février 2021, M. Jimmy MAUGER, propriétaire décline le CTS 13-50 ;

**Considérant** l'inexploitation définitive de l'Etablissement Recevant du Public ;

**Considérant** l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,



## ARRETE

**Article 1** : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant 13-50 qui appartient à M. Jimmy MAUGER.

**Article 2** : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

**Article 3** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale de la protection des populations,

*SIGNE*

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction départementale de la protection des  
populations 13

13-2021-04-28-00004

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de  
CTS (chapiteaux, tentes et structures)  
n° d'identification 13-58



---

**ARRÊTÉ**  
**procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)**  
**n° d'identification 13-58**

---

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

**Vu** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

**Considérant** l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

**Considérant** l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

**Article 1** : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant n° d'identification 13-58 qui appartient à M. Philippe DELACROIX.

**Article 2** : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

**Article 3** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale de la protection des populations,

*SIGNE*

Sophie BERANGER-CHEVET

Direction départementale de la protection des  
populations 13

13-2021-04-28-00005

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de  
CTS (chapiteaux, tentes et structures)  
n° d'identification C-13-2013-083



---

**ARRÊTÉ**  
**procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)**  
**C-13-2013-083**

---

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

**Vu** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le courrier du 11 février 2021, M. Rudy KERWICH, propriétaire déclassé le CTS C-13-2013-083 ;

**Considérant** l'inexploitation définitive de l'Etablissement Recevant du Public ;

**Considérant** l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral 201318-0082 en date du 18 janvier 2013 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**Article 2** : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant C-13-2013-083 qui appartient à M. Rudy KERWICH.

**Article 3** : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

**Article 4** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale de la protection des populations,

*SIGNE*

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction départementale de la protection des  
populations 13

13-2021-04-28-00006

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de  
CTS (chapiteaux, tentes et structures)  
n° d'identification S-13-2014-101





---

**ARRÊTÉ**  
**procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)**  
**S-13-2014-101**

---

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

**Vu** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

**Considérant** l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

**Considérant** l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral 2014 224-0001 en date du 12 août 2014 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**Article 2** : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant S-13-2014-101 qui appartient à M.GIULIANO.

**Article 3** : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

**Article 4** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale de la protection des populations,

*SIGNE*

Sophie BERANGER-CHERVET

Direction départementale de la protection des  
populations 13

13-2021-04-28-00007

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de  
CTS (chapiteaux, tentes et structures)  
n° d'identification T-13-2013-95



---

**ARRÊTÉ**  
**procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)**  
**T-13-2013-95**

---

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

**Vu** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

**Considérant** l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

**Considérant** l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral 2013 280-0007 en date du 09 octobre 2013 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**Article 2** : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant T-13-2013-95 qui appartient à société DE K2CIRK.

**Article 3** : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

**Article 4** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale de la protection des populations,

*SIGNE*

Sophie BERANGER-CHEVET

Direction départementale de la protection des  
populations 13

13-2021-04-28-00008

ARRÊTÉ

procédant au retrait de registre de sécurité de  
CTS (chapiteaux, tentes et structures)  
n° d'identification T-13-2013-98



---

**ARRÊTÉ**  
**procédant au retrait de registre de sécurité de CTS (chapiteaux, tentes et structures)**  
**T-13-2013-98**

---

Le Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-1 à R.123-55 ;

**Vu** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministre de l'intérieur portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié du ministre de l'intérieur portant approbation des dispositions relatives aux chapiteaux, tentes, structures itinérants et notamment l'article CTS 3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 portant création de la Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2018 portant nomination de Madame Sophie BERANGER-CHERVET en qualité de directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône à compter du 14 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté n°13-2020-DD4 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Madame Sophie BERANGER-CHERVET, directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône ;

**Considérant** l'absence de réponse du propriétaire à nos courriers pour la réactualisation administrative ;

**Considérant** l'absence de vérifications périodiques de l'Etablissement Recevant du Public ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale interministérielle de la protection des populations des Bouches-du-Rhône,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral 2013 280-0010 en date du 09 octobre 2013 portant sur la délivrance du registre de sécurité de chapiteaux, tentes et structures est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**Article 2** : Il est procédé au retrait de l'attestation de conformité du CTS itinérant T-13-2013-98 qui appartient à société DE K2CIRK.

**Article 3** : Le propriétaire à l'obligation d'adresser son registre de sécurité dès réception de la notification du présent arrêté à la Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône, Bureau de la Prévention des Risques, Hôtel des Finances, 22 rue Borde, 13285 Marseille cedex 08.

**Article 4** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Le préfet de police, les sous préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours et le commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le mercredi 28 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice départementale de la protection des populations,

*SIGNE*

Sophie BERANGER-CHEVET



Direction générale des finances publiques

13-2021-04-28-00001

Délégation automatique de signature des  
responsables de structures en matière de  
contentieux et de gracieux fiscal



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR  
ET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

16, Rue Borde  
13357 Marseille Cedex 20

L'administrateur général des Finances publiques, directeur régional des Finances publiques  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône ,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 et suivants de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, notamment les articles L. 190 et R.\*190-1 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le montant de la délégation dont disposent, en matière de contentieux et de gracieux fiscal et en application des dispositions du III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts, les responsables des services des finances publiques dans le département des Bouches-du-Rhône, dont les noms sont précisés en annexe, est fixé à :

- 60 000 €, pour prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou de restitution d'office, ou pour prendre des décisions gracieuses portant remise, modération, transaction ou rejet. Cette limite est portée à 76 000 € pour les responsables ayant au moins le grade d'administrateur des Finances publiques ;
- 100 000 €, pour statuer sur les demandes de remboursements de crédit d'impôt de TVA, de crédit d'impôt en faveur de la recherche, et de crédit d'impôt innovation.

**Article 2** - Ces mêmes responsables des services des finances publiques dans le département des Bouches-du-Rhône sont par ailleurs compétents sans limitation de montant pour :

- signer les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions gracieuses et contentieuses ;
- statuer sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de contribution économique territoriale présentées par une entreprise dont tous les établissements sont situés dans le ressort territorial du service (SIP ou SIP-SIE) ;
- statuer sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes ;
- accorder les prorogations de délai prévues aux IV et IV bis de l'article 1594-0 G du code général des impôts.

**Article 3** - Le présent arrêté prendra effet au 1<sup>er</sup> mai 2021 et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 28 avril 2021

L'administrateur général des Finances publiques,  
directeur régional des Finances publiques de  
Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-  
du-Rhône,

signé

Francis BONNET

Annexe

**Direction régionale des Finances publiques des Bouches-du-Rhône**

**Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de  
contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II  
et les articles 212 et suivants de l'annexe IV au code général des impôts**

<b>NOM - Prénom</b>	<b>Responsables des services</b>	<b>Date d'effet de la délégation</b>
	<b>Services des Impôts des entreprises</b>	
CORDES Jean-Michel	Aix Nord	01/05/2020
HUMBERT Xavier	Aix Sud	01/10/2017
BENESTI Jean-Luc	Arles	01/06/2020
BERTOLO Jean-Louis	Aubagne	01/07/2015
AIM Gérard	Istres	01/07/2013
ARNOU Franck	Marignane	01/05/2019
CRESENT Chantal	Marseille 1/8	01/01/2017
JOB Nicole	Marseille 2/15/16	01/04/2021
ARNAUD Denis	Marseille 3/14	01/06/2020
FONCELLE Gérard	Marseille 5/6	01/04/2021
ROUCOULE Olivier	Marseille 7/9/10	01/07/2018
ROSSIGNOL Georges	Marseille Saint Barnabé	17/09/2019
GAVEN Véronique	Martigues	01/07/2013
RAMBION Corine	Salon de Provence	01/04/2020
DANY Michel	Tarascon	01/02/2019
	<b>Services des impôts des particuliers</b>	
GIRAUD Pascal	Aix Nord	01/07/2020
DUFOUR Marilyne	Aix Sud	01/05/2020
RAFFALI Marie Jeanne	Arles	01/09/2019
DI PAOLA Christiane	Aubagne	01/06/2020
LIEBAERT Annie	Istres	01/07/2019
<b>GERVOISE Corinne</b>	<b>Marignane</b>	<b>01/05/2021</b>
LEVY Sophie	Marseille 2/15/16	01/10/2020
ARLAUD Fabienne	Marseille 3/14	01/05/2019
JEREZ Jean-Jacques	Marseille 4/13	01/05/2020
SUBERVILLE Vincent	Marseille 5/6	01/11/2020
PUCAR Martine	Marseille BORDE 1 ex BORDE 1	23/01/2021 01/01/2021
SUBERVILLE Vincent (intérim)	ex Marseille 7/9/10	01/06/2020
KUGLER GHEBALI Florence	Marseille 1/8	01/11/2020
GUEDON Chantal	Marseille 11/12	01/10/2017
PARDUCCI Christian	Martigues	01/04/2019
LEYRAUD Frédéric	Salon de Provence	01/05/2020
	Tarascon	01/04/2019

NOM - Prénom	Responsables des services	Date d'effet de la délégation
CESTER Hélène	<b>Service des impôts des particuliers - Service des Impôts des entreprises</b>  SIP- SIE La Ciotat	01/07/2018
LAUBRAY Eric <b>BUREAU Philippe</b> BERDAGUÉ Denis ROLLET Sébastienne (intérim) TOUVEREY Magali TEISSIER François	<b>Trésoreries</b>  Châteaurenard <b>Gardanne</b> Maussane - Vallée des Baux Roquevaire St Rémy de Provence Trets	01/02/2019 <b>01/05/2021</b> 01/04/2019 01/03/2021 01/07/2013 01/09/2018
VITROLLES Rémi VITROLLES Rémi (intérim) MENOTTI Franck (intérim) LAVIGNE Pierre (intérim) LAVIGNE Pierre MENOTTI Franck CHENILLOT Fabien	<b>Services de Publicité Foncière</b>  Aix 1 <sup>er</sup> bureau Aix 2 <sup>ème</sup> bureau Marseille 1 <sup>er</sup> bureau Marseille 2 <sup>ème</sup> bureau Marseille 3 <sup>ème</sup> bureau Marseille 4 <sup>ème</sup> bureau Tarascon	14/05/2016 01/07/2017 15/05/2020 12/10/2020 12/10/2020 01/10/2016 01/06/2020
OLIVRY Denis  PROST Yannick  GUIRAUD Marie-Françoise  PASSARELLI Rose-Anne  CARROUE Stéphanie  BERNARD Aurélien  BEN HAMOU Amar  AUGER Emmanuel	<b>Brigades</b>  1 <sup>ère</sup> brigade départementale de vérification Marseille 2 <sup>ème</sup> brigade départementale de vérification Marseille 3 <sup>ème</sup> brigade départementale de vérification Marseille 4 <sup>ème</sup> brigade départementale de vérification Marseille 5 <sup>ème</sup> brigade départementale de vérification Aix 6 <sup>ème</sup> brigade départementale de vérification Aix 7 <sup>ème</sup> brigade départementale de vérification Salon 8 <sup>ème</sup> brigade départementale de vérification Marignane	01/09/2019  01/01/2015  01/09/2018  01/09/2017  01/09/2017  01/01/2020  01/09/2018  01/09/2019

NOM - Prénom	Responsables des services	Date d'effet de la délégation
	<b>Pôles Contrôle Expertise</b>	
LAYE Didier	Aix	01/12/2019
SEVERIN Fabrice	Marignane	01/09/2019
BAUDRY Laurent	Salon de Provence	01/09/2018
ALOUANI Véronique	Marseille Borde	01/09/2020
MIRANDA Nathalie (intérim)	Marseille St Barnabe	01/01/2021
LANGLINAY William	Marseille Sadi-Carnot	01/09/2017
	<b>Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine</b>	
PIETRI Anne		09/09/2020
	<b>Pôles de recouvrement spécialisés</b>	
GOSSELET Jean-Jacques	Aix	01/05/2020
DAVADIE Claire	Marseille	01/02/2019
	<b>Centre des impôts fonciers</b>	
MATIGNON Valérie	Aix-en-Provence	01/09/2020
DI CRISTO Véronique	Marseille Nord	01/09/2016
LABORY Jean-Paul	Marseille Sud	01/09/2019
NOUIRA Ameni	Tarascon	01/09/2020
	<b>Service Départemental de l'Enregistrement</b>	
GIACOMINI Sylvie (intérim)	Aix-en-Provence	01/04/2021
NOEL Laurence	Marseille	01/12/2017

Direction Régionale des Douanes

13-2021-04-19-00025

Décision délégation 2021-8

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

MARSEILLE CEDEX 2, LE 19 AVR. 2021

DR MARSEILLE

48 AV ROBERT SCHUMAN  
13224 MARSEILLE CEDEX 2  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : RABEUX Caroline  
Téléphone : 09 70 27 83 09  
Télécopie : 04 91 14 14 13  
Mél : [dr-marseille@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-marseille@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2021/8 du directeur régional à MARSEILLE CEDEX 2 portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*JEAN BAPTISTE Guy*



**Annexe I à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>AGULLO Pascal</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>AGULLO Sabine</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>ALPHAND Marien</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>ALSFASSER Samuel</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>AMIR Kamel</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>ARCHER Andre</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>AUBINAUD Patricia</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>AUGARDE Jean-Francois</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>AYGRET Morgane</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BALLIAN Justine</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BARBAS BOUTET Solange</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BASSUEL Emmanuel</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BELPAEME Guilhem</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BEN SLAMA Yamin</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BENCHORA Nacer</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BENHENDA Mehdi</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BENLIAN Yann</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BERARD Eric</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BERGERON Damien</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BIJON Manuel</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BLIDI Mohammed</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BONNEROT Sylvain</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BORGHESI David</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>BOUMEDINE Soraya</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BOURHY Marine</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>BOUSQUET Pascal</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BRAS Benedicte</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BRAULT Olivier</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BRETER Emmanuel</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BROUSSET Florence</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>BRUNA David</b>	15000	30000	15000	15000	15000

<b>BULIARD Alexis</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>CAVALLO Mathieu</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>CERUTTI Emilie</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>CEZARD Delphine</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>CHENE Frederic</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>COHEN Florent</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>COLOMBIER Pascal</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>CUMIN Vincent</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>DARNIS Stephane</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DELARIEU Eric</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>DELLAC Mathieu</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DELOSIER Florent</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DENIS Vincent</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DERUELLE Bruno</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>DESCAMPS Remi</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>DESPOUY Romain</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>DESPRAIRIES Laurence</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>DEVAUX Adrien</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>DUREL Stephane</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>ELMA Anthony</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>ELOY Christophe</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>ESTIVAL Florian</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>EYMAR Anthony</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>EYMARD Frederic</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>FITTIPALDI Sabine</b>	2000	20000	2000	2000	2000

<b>FOLLETETE Lionel</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GACHET Teddy</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GALIAY Stephane</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GANAY Vincent</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>GARCIA Jean-Paul</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>GARENCE MALTAGLIATI Catherine</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>GARGUILO Caroline</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GERMAIN Loic</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GIUSTI Gregory</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>GODICHON Arnaud</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GODIN Vanessa</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	15000	30000	10000	10000	10000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GRONDIN Julien</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GUERINI Laetitia</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GUIBAL Lionel</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>GUIVARCH Vincent</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>HAHN Nathalie</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>HAJI Yann</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>HAMON Bruno</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>HARZI Sana</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>HENNI Nabil</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>HERMEL Maeva</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>HOREL Michel</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>IANNONE Sebastien</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>ISOARD Jacques</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>ISSAOUI Amine</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>JAEGER Joel</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>JAVAUX Valerie</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>KOHN Alexandra</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>L'HERBIER Maria</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>LAGEAT Florence</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>LAMASSE Patrick</b>	10000	30000	10000	10000	10000

<b>LAODICINA Antoinette</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>LAXAGUE Herve</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>LAY Frederic</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>LECOQ Frederic</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>LEGRAND Thierry</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>LEONARDI Clementine</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>LOUBET Fanny</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>LUNEL Fabien</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MACQUET Herve</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MAILLET Sebastien</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MANTIN Cyril</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MARANDO Salvatore</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>MARGUET Sonia</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>MARTEAU Laurence</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>MARTINACHE Manon</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>MARTINEZ Franck</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>MARTINI Damien</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>MARTONE Cyril</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MASAROTTI Regis</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MAYER Fabrice</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MEFFRE Agnes</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>MISTRAL VILLEGENTE Christiane</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>MONFORTE Laurent</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MONTELS Jerome</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>MONZO Jimmy</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MORENO Jean</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MOULIET Christophe</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>NAVARRO Antoine</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>NEHME Jade</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>NICOLAS Stephane</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>OLIVE Carole</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>OUARET Katia</b>	10000	30000	10000	10000	10000

<b>OZOUX Frederique</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>PASTOR Nathalie</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>PAUVERT Pierre</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>PELISSIER Christophe</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	15000	40000	15000	15000	15000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>PIGNARD Frederik</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>PINON Philippe</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>POCHOLLE Maite</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>POVEDA Cedric</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>REDOUANE Naouel</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>RICARD David</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>RICHARD Lina</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>RINAUDO Philippe</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>ROCHDI Marine</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>RUBI Mikael</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>SAGET Lucas</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>SARDELLI Didier</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>SIMON Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>TAZI Hassan</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>TEILHARD Michel</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>TELENA Marion</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>TERRIBILE Denis</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>THAMRI Zine</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>THEROND Julien</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>THIAVILLE Julien</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>TORTORA Thierry</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>TOUATI Mehdi</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>VALENTIN Clement</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>VIDAL Thomas</b>	10000	30000	10000	10000	10000

<b>WEYMANN Romuald</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	10000	30000	10000	10000	10000
<b>YSSOUFI Nassif</b>	2000	20000	2000	2000	2000
<b>ZITO Coralie</b>	10000	30000	10000	10000	10000

**Annexe II à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
AGULLO Pascal	2000	2000	2000	2000	2000
AGULLO Sabine	2000	2000	2000	2000	2000
ALPHAND Marien	10000	10000	10000	10000	10000
ALSFASSER Samuel	10000	10000	10000	10000	10000
AMIR Kamel	10000	10000	10000	10000	10000
ARCHER Andre	60000	60000	60000	60000	60000
AUBINAUD Patricia	10000	10000	10000	10000	10000
AUGARDE Jean-Francois	10000	10000	10000	10000	10000
AYGRET Morgane	10000	10000	10000	10000	10000
BALLIAN Justine	2000	2000	2000	2000	2000
BARBAS BOUTET Solange	60000	60000	60000	60000	60000
BASSUEL Emmanuel	10000	10000	10000	10000	10000
BELPAEME Guilhem	2000	2000	2000	2000	2000
BEN MOHAMED Mohamed	2000	2000	2000	2000	2000
BEN SLAMA Yamin	2000	2000	2000	2000	2000
BENCHORA Nacer	2000	2000	2000	2000	2000
BENHENDA Mehdi	2000	2000	2000	2000	2000
BENLIAN Yann	10000	10000	10000	10000	10000
BERARD Eric	10000	10000	10000	10000	10000
BERGERON Damien	10000	10000	10000	10000	10000
BIJON Manuel	10000	10000	10000	10000	10000
BLIDI Mohammed	10000	10000	10000	10000	10000
BONNEROT Sylvain	2000	2000	2000	2000	2000
BORGHESI David	15000	15000	15000	15000	15000
BOUMEDINE Soraya	10000	10000	10000	10000	10000
BOURHY Marine	2000	2000	2000	2000	2000
BOUSQUET Pascal	10000	10000	10000	10000	10000
BRAS Benedicte	10000	10000	10000	10000	10000
BRAULT Olivier	10000	10000	10000	10000	10000
BRETER Emmanuel	10000	10000	10000	10000	10000
BROUSSET Florence	10000	10000	10000	10000	10000

<b>BRUNA David</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>BULIARD Alexis</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>CAVALLO Mathieu</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>CERUTTI Emilie</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>CEZARD Delphine</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>CHENE Frederic</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>COHEN Florent</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>COLOMBIER Pascal</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>CUMIN Vincent</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>DARNIS Stephane</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DELARIEU Eric</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>DELLAC Mathieu</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DELOSIER Florent</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DENIS Vincent</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DERUELLE Bruno</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>DESCAMPS Remi</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>DESPOUY Romain</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>DESPRAIRIES Laurence</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>DEVAUX Adrien</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>DUREL Stephane</b>	305000	350000	350000	350000	350000
<b>ELMA Anthony</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>ELOY Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>ESTIVAL Florian</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>EYMAR Anthony</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>EYMARD Frederic</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	2000	2000	2000	2000	2000



<b>FITTIPALDI Sabine</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>FOLLETETE Lionel</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GACHET Teddy</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GALIAY Stephane</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GANAY Vincent</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>GARENCE MALTAGLIATI Catherine</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>GARGUILO Caroline</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GERMAIN Loic</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GIUSTI Gregory</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>GODICHON Arnaud</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GODIN Vanessa</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GRONDIN Julien</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GUERINI Laetitia</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GUIBAL Lionel</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GUIVARCH Vincent</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>HAHN Nathalie</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>HAJI Yann</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>HAMON Bruno</b>	305000	350000	350000	350000	350000
<b>HARZI Sana</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>HENNI Nabil</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>HERMEL Maeva</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>HOREL Michel</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>IANNONE Sebastien</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>ISOARD Jacques</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>ISSAOUI Amine</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>JAEGER Joel</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>JAVAUX Valerie</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>KOHN Alexandra</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>L'HERBIER Maria</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>LAMASSE Patrick</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>LAODICINA Antoinette</b>	10000	10000	10000	10000	10000

<b>LAURENZIO Nathalie</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>LAXAGUE Herve</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>LAY Frederic</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>LECOQ Frederic</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>LEGRAND Thierry</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>LEONARDI Clementine</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>LOUBET Fanny</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>LUNEL Fabien</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MACQUET Herve</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MAILLET Sebastien</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MANTIN Cyril</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MARANDO Salvatore</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>MARGUET Sonia</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>MARTEAU Laurence</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>MARTINACHE Manon</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>MARTINEZ Franck</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>MARTINI Damien</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>MARTONE Cyril</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MASAROTTI Regis</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>MAYER Fabrice</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MEFFRE Agnes</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>MONFORTE Laurent</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MONTELS Jerome</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>MONZO Jimmy</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MORENO Jean</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MOULIET Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>NAVARRO Antoine</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>NEHME Jade</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>NICOLAS Stephane</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>OLIVE Carole</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>OUARET Katia</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>OZOUX Frederique</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	2000	2000	2000	2000	2000

<b>PASTOR Nathalie</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>PAUVERT Pierre</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>PELISSIER Christophe</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>PIGNARD Frederik</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>PINON Philippe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>POCHOLLE Maite</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>POVEDA Cedric</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>REDOUANE Naouel</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>RICARD David</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>RICHARD Lina</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>RINAUDO Philippe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>ROCHDI Marine</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>RUBI Mikael</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>SAGET Lucas</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>SARDELLI Didier</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>SIMON Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>TAZI Hassan</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>TEILHARD Michel</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>TELENA Marion</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>TERRIBILE Denis</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>THAMRI Zine</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>THEROND Julien</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>THIAVILLE Julien</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>TORTORA Thierry</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>TOUATI Mehdi</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>VALENTIN Clement</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>VIDAL Thomas</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>WEYMANN Romuald</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	10000	10000	10000	10000	10000

<b>YSSOUFI Nassif</b>	2000	2000	2000	2000	2000
<b>ZITO Coralie</b>	10000	10000	10000	10000	10000

**Annexe III à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	15000	7500	500	15000
AGULLO Sabine	15000	7500	500	15000
ALPHAND Marien	15000	7500	1500	15000
ALSFASSER Samuel	15000	7500	1500	15000
AMIR Kamel	15000	7500	1500	15000
ARCHER Andre	15000	7500	1500	15000
AUBINAUD Patricia	15000	7500	1500	15000
AUGARDE Jean-Francois	15000	7500	1500	15000
AYGRET Morgane	15000	7500	1500	15000
BALLIAN Justine	15000	7500	500	15000
BARBAS BOUTET Solange	15000	7500	1500	15000
BASSUEL Emmanuel	15000	7500	1500	15000
BELPAEME Guilhem	15000	7500	500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	15000	7500	500	15000
BEN SLAMA Yamin	15000	7500	500	15000
BENCHORA Nacer	15000	7500	500	15000
BENHENDA Mehdi	15000	7500	500	15000
BENLIAN Yann	15000	7500	1500	15000
BERARD Eric	15000	7500	1500	15000
BERGERON Damien	15000	7500	1500	15000
BIJON Manuel	15000	7500	1500	15000
BLIDI Mohammed	15000	7500	1500	15000
BONNEROT Sylvain	15000	7500	500	15000
BORGHESI David	15000	7500	1500	15000
BOUMEDINE Soraya	15000	7500	1500	15000
BOURHY Marine	15000	7500	500	15000
BOUSQUET Pascal	15000	7500	1500	15000
BRAS Benedicte	15000	7500	1500	15000
BRAULT Olivier	15000	7500	1500	15000
BRETER Emmanuel	15000	7500	1500	15000
BROUSSET Florence	15000	7500	1500	15000

<b>BRUNA David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BULIARD Alexis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAVALLO Mathieu</b>	15000	7500	500	15000
<b>CERUTTI Emilie</b>	15000	7500	500	15000
<b>CEZARD Delphine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	15000	7500	500	15000
<b>CHENE Frederic</b>	15000	7500	500	15000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	15000	7500	500	15000
<b>COHEN Florent</b>	15000	7500	500	15000
<b>COLOMBIER Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CUMIN Vincent</b>	15000	7500	500	15000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	15000	7500	500	15000
<b>DARNIS Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELARIEU Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELLAC Mathieu</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELOSIER Florent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DENIS Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DERUELLE Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DESCAMPS Remi</b>	15000	7500	500	15000
<b>DESPOUY Romain</b>	15000	7500	500	15000
<b>DESPRAIRIES Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEVAUX Adrien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	15000	7500	500	15000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	15000	7500	500	15000
<b>DUREL Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELMA Anthony</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELOY Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESTIVAL Florian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	15000	7500	500	15000
<b>EYMAR Anthony</b>	15000	7500	500	15000
<b>EYMARD Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	15000	7500	500	15000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	15000	7500	500	15000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	15000	7500	500	15000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	15000	7500	500	15000

<b>FITTIPALDI Sabine</b>	15000	7500	500	15000
<b>FOLLETETE Lionel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	15000	7500	500	15000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GACHET Teddy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GALIAY Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GANAY Vincent</b>	15000	7500	500	15000
<b>GARCIA Jean-Paul</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GARENCE MALTAGLIATI Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GARGUILO Caroline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GERMAIN Loic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GIUSTI Gregory</b>	15000	7500	500	15000
<b>GODICHON Arnaud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GODIN Vanessa</b>	15000	7500	500	15000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRONDIN Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUERINI Laetitia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUIBAL Lionel</b>	15000	7500	500	15000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUIVARCH Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	15000	7500	500	15000
<b>HAHN Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HAJI Yann</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HAMON Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HARZI Sana</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HENNI Nabil</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HERMEL Maeva</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HOREL Michel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>IANNONE Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ISOARD Jacques</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ISSAOUI Amine</b>	15000	7500	500	15000
<b>JAEGER Joel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JAVAUX Valerie</b>	15000	7500	500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KOHN Alexandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>L'HERBIER Maria</b>	15000	7500	500	15000
<b>LAGEAT Florence</b>	15000	7500	1500	15000

<b>LAMASSE Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAODICINA Antoinette</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	15000	7500	500	15000
<b>LAXAGUE Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAY Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LECOQ Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEGRAND Thierry</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEONARDI Clementine</b>	15000	7500	500	15000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUBET Fanny</b>	15000	7500	500	15000
<b>LUNEL Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MACQUET Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAILLET Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MANTIN Cyril</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARANDO Salvatore</b>	15000	7500	500	15000
<b>MARGUET Sonia</b>	15000	7500	500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b>	15000	7500	500	15000
<b>MARTINACHE Manon</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTINEZ Franck</b>	15000	7500	500	15000
<b>MARTINI Damien</b>	15000	7500	500	15000
<b>MARTONE Cyril</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MASAROTTI Regis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAYER Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MEFFRE Agnes</b>	15000	7500	500	15000
<b>MISTRAL VILLEGENTE Christiane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONFORTE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONTELS Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONZO Jimmy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MORENO Jean</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOULIET Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	15000	7500	500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NAVARRO Antoine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NEHME Jade</b>	15000	7500	500	15000
<b>NICOLAS Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OLIVE Carole</b>	15000	7500	500	15000



<b>OUARET Katia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OZOUX Frederique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	15000	7500	500	15000
<b>PASTOR Nathalie</b>	15000	7500	500	15000
<b>PAUVERT Pierre</b>	15000	7500	500	15000
<b>PELISSIER Christophe</b>	15000	7500	500	15000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	15000	7500	500	15000
<b>PIGNARD Frederik</b>	15000	7500	500	15000
<b>PINON Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POCHOLLE Maite</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>REDOUANE Naouel</b>	15000	7500	500	15000
<b>RICARD David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RICHARD Lina</b>	15000	7500	500	15000
<b>RINAUDO Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	15000	7500	500	15000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	15000	7500	500	15000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROCHDI Marine</b>	15000	7500	500	15000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	15000	7500	500	15000
<b>RUBI Mikael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAGET Lucas</b>	15000	7500	500	15000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	15000	7500	500	15000
<b>SARDELLI Didier</b>	15000	7500	500	15000
<b>SIMON Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TAZI Hassan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TEILHARD Michel</b>	15000	7500	500	15000
<b>TELENA Marion</b>	15000	7500	500	15000
<b>TERRIBILE Denis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>THAMRI Zine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>THEROND Julien</b>	15000	7500	500	15000
<b>THIAVILLE Julien</b>	15000	7500	500	15000
<b>TORTORA Thierry</b>	15000	7500	500	15000
<b>TOUATI Mehdi</b>	15000	7500	500	15000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALENTIN Clement</b>	15000	7500	500	15000

<b>VIDAL Thomas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>WEYMANN Romuald</b>	15000	7500	500	15000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	15000	7500	1500	15000
<b>YSSOUFI Nassif</b>	15000	7500	500	15000
<b>ZITO Coralie</b>	15000	7500	1500	15000

**Annexe IV à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
ARCHER Andre	3000	15000	30000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BARBAS BOUTET Solange	6000	30000	60000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	3000	15000	30000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	3000	15000	30000
BULIARD Alexis	9000	45000	90000

<b>CAVALLO Mathieu</b>	500	7500	15000
<b>CERUTTI Emilie</b>	500	7500	15000
<b>CEZARD Delphine</b>	1500	7500	15000
<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHENE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	500	7500	15000
<b>COHEN Florent</b>	500	7500	15000
<b>COLOMBIER Pascal</b>	3000	15000	30000
<b>CUMIN Vincent</b>	500	7500	15000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	500	7500	15000
<b>DARNIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	1500	7500	15000
<b>DELARIEU Eric</b>	3000	15000	30000
<b>DELLAC Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>DELOSIER Florent</b>	1500	7500	15000
<b>DENIS Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>DERUELLE Bruno</b>	3000	15000	30000
<b>DESCAMPS Remi</b>	500	7500	15000
<b>DESPOUY Romain</b>	500	7500	15000
<b>DESPRAIRIES Laurence</b>	9000	45000	90000
<b>DEVAUX Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	3000	15000	30000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	1500	7500	15000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	500	7500	15000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	500	7500	15000
<b>DUFFAU Jean-Luc</b>	3000	15000	30000
<b>DUREL Stephane</b>	illimité	100000	250000
<b>ELMA Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>ELOY Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ESTIVAL Florian</b>	1500	7500	15000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>EYMAR Anthony</b>	500	7500	15000
<b>EYMARD Frederic</b>	6000	30000	60000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	500	7500	15000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	500	7500	15000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	500	7500	15000
<b>FITTIPALDI Sabine</b>	500	7500	15000

<b>FOLLETETE Lionel</b>	1500	7500	15000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	500	7500	15000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>GACHET Teddy</b>	1500	7500	15000
<b>GALIAY Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>GANAY Vincent</b>	500	7500	15000
<b>GARCIA Jean-Paul</b>	6000	30000	60000
<b>GARENCE MALTAGLIATI Catherine</b>	9000	45000	90000
<b>GARGUILO Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>GERMAIN Loic</b>	1500	7500	15000
<b>GIUSTI Gregory</b>	500	7500	15000
<b>GODICHON Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GODIN Vanessa</b>	500	7500	15000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	3000	15000	30000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>GRONDIN Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GUERIN Jean-Sebastien</b>	3000	15000	30000
<b>GUERINI Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUBAL Lionel</b>	500	7500	15000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>GUIVARCH Vincent</b>	9000	45000	90000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	500	7500	15000
<b>HAHN Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>HAJI Yann</b>	1500	7500	15000
<b>HAMON Bruno</b>	illimité	100000	250000
<b>HARZI Sana</b>	1500	7500	15000
<b>HEITZ Antoine</b>	3000	15000	30000
<b>HENNI Nabil</b>	1500	7500	15000
<b>HERMEL Maeva</b>	1500	7500	15000
<b>HOREL Michel</b>	3000	15000	30000
<b>IANNONE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	1500	7500	15000
<b>ISOARD Jacques</b>	6000	30000	60000
<b>ISSAOUI Amine</b>	500	7500	15000
<b>JAEGER Joel</b>	1500	7500	15000
<b>JAVAUX Valerie</b>	500	7500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>KOHN Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	3000	15000	30000
<b>L'HERBIER Maria</b>	500	7500	15000

<b>LAGEAT Florence</b>	6000	30000	60000
<b>LAMASSE Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>LAODICINA Antoinette</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>LAXAGUE Herve</b>	3000	15000	30000
<b>LAY Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LECOQ Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LEGRAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	1500	7500	15000
<b>LEONARDI Clementine</b>	500	7500	15000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	3000	15000	30000
<b>LOUBET Fanny</b>	500	7500	15000
<b>LUNEL Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>MACQUET Herve</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLET Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MANTIN Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MARANDO Salvatore</b>	500	7500	15000
<b>MARGUET Sonia</b>	500	7500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b>	500	7500	15000
<b>MARTINACHE Manon</b>	6000	30000	60000
<b>MARTINEZ Franck</b>	500	7500	15000
<b>MARTINI Damien</b>	500	7500	15000
<b>MARTONE Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MASAROTTI Regis</b>	3000	15000	30000
<b>MAYER Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	1500	7500	15000
<b>MEFFRE Agnes</b>	500	7500	15000
<b>MISTRAL VILLEGENTE Christiane</b>	3000	15000	30000
<b>MONFORTE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MONTELS Jerome</b>	3000	15000	30000
<b>MONZO Jimmy</b>	1500	7500	15000
<b>MORENO Jean</b>	1500	7500	15000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	1500	7500	15000
<b>MOULIET Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	500	7500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	9000	45000	90000
<b>NAVARRO Antoine</b>	1500	7500	15000
<b>NEHME Jade</b>	500	7500	15000
<b>NICOLAS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	1500	7500	15000

<b>OLIVE Carole</b>	500	7500	15000
<b>OUARET Katia</b>	1500	7500	15000
<b>OZOUX Frederique</b>	6000	30000	60000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	500	7500	15000
<b>PASTOR Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>PAUVERT Pierre</b>	500	7500	15000
<b>PELISSIER Christophe</b>	500	7500	15000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	3000	15000	30000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	500	7500	15000
<b>PIGNARD Frederik</b>	500	7500	15000
<b>PINON Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>POCHOLLE Maite</b>	1500	7500	15000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	1500	7500	15000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	1500	7500	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>REDOUANE Naouel</b>	500	7500	15000
<b>RICARD David</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Lina</b>	500	7500	15000
<b>RINAUDO Philippe</b>	3000	15000	30000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	500	7500	15000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	500	7500	15000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHDI Marine</b>	500	7500	15000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	500	7500	15000
<b>RUBI Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>SAGET Lucas</b>	500	7500	15000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	500	7500	15000
<b>SARDELLI Didier</b>	500	7500	15000
<b>SIMON Alain</b>	6000	30000	60000
<b>TAZI Hassan</b>	1500	7500	15000
<b>TEILHARD Michel</b>	500	7500	15000
<b>TELENA Marion</b>	500	7500	15000
<b>TERRIBILE Denis</b>	3000	15000	30000
<b>THAMRI Zine</b>	1500	7500	15000
<b>THEROND Julien</b>	500	7500	15000
<b>THIAVILLE Julien</b>	500	7500	15000
<b>TORTORA Thierry</b>	500	7500	15000
<b>TOUATI Mehdi</b>	500	7500	15000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	1500	7500	15000

<b>VALENTIN Clement</b>	500	7500	15000
<b>VIDAL Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>WEYMANN Romuald</b>	500	7500	15000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	1500	7500	15000
<b>YSSOUFI Nassif</b>	500	7500	15000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000



**Annexe V à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
ARCHER Andre	3000	15000	30000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BARBAS BOUTET Solange	6000	30000	60000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	3000	15000	30000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	3000	15000	30000
BULIARD Alexis	9000	45000	90000

<b>CAVALLO Mathieu</b>	500	7500	15000
<b>CERUTTI Emilie</b>	500	7500	15000
<b>CEZARD Delphine</b>	1500	7500	15000
<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHENE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	500	7500	15000
<b>COHEN Florent</b>	500	7500	15000
<b>COLOMBIER Pascal</b>	3000	15000	30000
<b>CUMIN Vincent</b>	500	7500	15000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	500	7500	15000
<b>DARNIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	1500	7500	15000
<b>DELARIEU Eric</b>	3000	15000	30000
<b>DELLAC Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>DELOSIER Florent</b>	1500	7500	15000
<b>DENIS Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>DERUELLE Bruno</b>	3000	15000	30000
<b>DESCAMPS Remi</b>	500	7500	15000
<b>DESPOUY Romain</b>	500	7500	15000
<b>DESPRAIRIES Laurence</b>	9000	45000	90000
<b>DEVAUX Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	3000	15000	30000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	1500	7500	15000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	500	7500	15000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	500	7500	15000
<b>DUFFAU Jean-Luc</b>	3000	15000	30000
<b>DUREL Stephane</b>	illimité	illimité	illimité
<b>ELMA Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>ELOY Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ESTIVAL Florian</b>	1500	7500	15000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>EYMAR Anthony</b>	500	7500	15000
<b>EYMARD Frederic</b>	6000	30000	60000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	500	7500	15000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	500	7500	15000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	500	7500	15000
<b>FITTIPALDI Sabine</b>	500	7500	15000

<b>FOLLETETE Lionel</b>	1500	7500	15000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	500	7500	15000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>GACHET Teddy</b>	1500	7500	15000
<b>GALIAY Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>GANAY Vincent</b>	500	7500	15000
<b>GARCIA Jean-Paul</b>	6000	30000	60000
<b>GARENCE MALTAGLIATI Catherine</b>	9000	45000	90000
<b>GARGUILO Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>GERMAIN Loic</b>	1500	7500	15000
<b>GIUSTI Gregory</b>	500	7500	15000
<b>GODICHON Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GODIN Vanessa</b>	500	7500	15000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	3000	15000	30000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>GRONDIN Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GUERIN Jean-Sebastien</b>	3000	15000	30000
<b>GUERINI Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Lionel</b>	500	7500	15000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>GUIVARCH Vincent</b>	9000	45000	90000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	500	7500	15000
<b>HAHN Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>HAJI Yann</b>	1500	7500	15000
<b>HAMON Bruno</b>	illimité	illimité	illimité
<b>HARZI Sana</b>	1500	7500	15000
<b>HEITZ Antoine</b>	3000	15000	30000
<b>HENNI Nabil</b>	1500	7500	15000
<b>HERMEL Maeva</b>	1500	7500	15000
<b>HOREL Michel</b>	3000	15000	30000
<b>IANNONE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	1500	7500	15000
<b>ISOARD Jacques</b>	6000	30000	60000
<b>ISSAOUI Amine</b>	500	7500	15000
<b>JAEGER Joel</b>	1500	7500	15000
<b>JAVAUX Valerie</b>	500	7500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>KOHN Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	3000	15000	30000
<b>L'HERBIER Maria</b>	500	7500	15000

<b>LAGEAT Florence</b>	6000	30000	60000
<b>LAMASSE Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>LAODICINA Antoinette</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>LAXAGUE Herve</b>	3000	15000	30000
<b>LAY Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LECOQ Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LEGRAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	1500	7500	15000
<b>LEONARDI Clementine</b>	500	7500	15000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	3000	15000	30000
<b>LOUBET Fanny</b>	500	7500	15000
<b>LUNEL Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>MACQUET Herve</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLET Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MANTIN Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MARANDO Salvatore</b>	500	7500	15000
<b>MARGUET Sonia</b>	500	7500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b>	500	7500	15000
<b>MARTINACHE Manon</b>	6000	30000	60000
<b>MARTINEZ Franck</b>	500	7500	15000
<b>MARTINI Damien</b>	500	7500	15000
<b>MARTONE Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MASAROTTI Regis</b>	3000	15000	30000
<b>MAYER Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	1500	7500	15000
<b>MEFFRE Agnes</b>	500	7500	15000
<b>MISTRAL VILLEGENTE Christiane</b>	3000	15000	30000
<b>MONFORTE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MONTELS Jerome</b>	3000	15000	30000
<b>MONZO Jimmy</b>	1500	7500	15000
<b>MORENO Jean</b>	1500	7500	15000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	1500	7500	15000
<b>MOULIET Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	500	7500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	9000	45000	90000
<b>NAVARRO Antoine</b>	1500	7500	15000
<b>NEHME Jade</b>	500	7500	15000
<b>NICOLAS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	1500	7500	15000

<b>OLIVE Carole</b>	500	7500	15000
<b>OUARET Katia</b>	1500	7500	15000
<b>OZOUX Frederique</b>	6000	30000	60000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	500	7500	15000
<b>PASTOR Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>PAUVERT Pierre</b>	500	7500	15000
<b>PELISSIER Christophe</b>	500	7500	15000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	3000	15000	30000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	500	7500	15000
<b>PIGNARD Frederik</b>	500	7500	15000
<b>PINON Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>POCHOLLE Maite</b>	1500	7500	15000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	1500	7500	15000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	1500	7500	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>REDOUANE Naouel</b>	500	7500	15000
<b>RICARD David</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Lina</b>	500	7500	15000
<b>RINAUDO Philippe</b>	3000	15000	30000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	500	7500	15000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	500	7500	15000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHDI Marine</b>	500	7500	15000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	500	7500	15000
<b>RUBI Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>SAGET Lucas</b>	500	7500	15000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	500	7500	15000
<b>SARDELLI Didier</b>	500	7500	15000
<b>SIMON Alain</b>	6000	30000	60000
<b>TAZI Hassan</b>	1500	7500	15000
<b>TEILHARD Michel</b>	500	7500	15000
<b>TELENA Marion</b>	500	7500	15000
<b>TERRIBILE Denis</b>	3000	15000	30000
<b>THAMRI Zine</b>	1500	7500	15000
<b>THEROND Julien</b>	500	7500	15000
<b>THIAVILLE Julien</b>	500	7500	15000
<b>TORTORA Thierry</b>	500	7500	15000
<b>TOUATI Mehdi</b>	500	7500	15000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	1500	7500	15000

<b>VALENTIN Clement</b>	500	7500	15000
<b>VIDAL Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>WEYMANN Romuald</b>	500	7500	15000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	1500	7500	15000
<b>YSSOUFI Nassif</b>	500	7500	15000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000

**Annexe VI à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
<b>AGULLO Pascal</b>	15000	15000
<b>AGULLO Sabine</b>	15000	15000
<b>ALPHAND Marien</b>	15000	15000
<b>ALSFASSER Samuel</b>	15000	15000
<b>AMIR Kamel</b>	15000	15000
<b>ARCHER Andre</b>	30000	30000
<b>AUBINAUD Patricia</b>	15000	15000
<b>AUGARDE Jean-Francois</b>	15000	15000
<b>AYGRET Morgane</b>	15000	15000
<b>BALLIAN Justine</b>	15000	15000
<b>BARBAS BOUTET Solange</b>	30000	30000
<b>BASSUEL Emmanuel</b>	15000	15000
<b>BELPAEME Guilhem</b>	15000	15000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	15000	15000
<b>BEN SLAMA Yamin</b>	15000	15000
<b>BENCHORA Nacer</b>	15000	15000
<b>BENHENDA Mehdi</b>	15000	15000
<b>BENLIAN Yann</b>	15000	15000
<b>BERARD Eric</b>	15000	15000
<b>BERGERON Damien</b>	15000	15000
<b>BIJON Manuel</b>	15000	15000
<b>BLIDI Mohammed</b>	15000	15000
<b>BONNEROT Sylvain</b>	15000	15000
<b>BORGHESI David</b>	30000	30000
<b>BOUMEDINE Soraya</b>	15000	15000
<b>BOURHY Marine</b>	15000	15000
<b>BOUSQUET Pascal</b>	15000	15000
<b>BRAS Benedicte</b>	15000	15000
<b>BRAULT Olivier</b>	15000	15000
<b>BRETER Emmanuel</b>	15000	15000
<b>BROUSSET Florence</b>	15000	15000
<b>BRUNA David</b>	30000	30000

<b>BULIARD Alexis</b>	60000	60000
<b>CAVALLO Mathieu</b>	15000	15000
<b>CERUTTI Emilie</b>	15000	15000
<b>CEZARD Delphine</b>	15000	15000
<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	15000	15000
<b>CHENE Frederic</b>	15000	15000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	15000	15000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	15000	15000
<b>COHEN Florent</b>	15000	15000
<b>COLOMBIER Pascal</b>	30000	30000
<b>CUMIN Vincent</b>	15000	15000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	15000	15000
<b>DARNIS Stephane</b>	15000	15000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	15000	15000
<b>DELARIEU Eric</b>	30000	30000
<b>DELLAC Mathieu</b>	15000	15000
<b>DELOSIER Florent</b>	15000	15000
<b>DENIS Vincent</b>	15000	15000
<b>DERUELLE Bruno</b>	30000	30000
<b>DESCAMPS Remi</b>	15000	15000
<b>DESPOUY Romain</b>	15000	15000
<b>DESPRAIRIES Laurence</b>	60000	60000
<b>DEVAUX Adrien</b>	15000	15000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	30000	30000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	15000	15000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	15000	15000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	15000	15000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	15000	15000
<b>DUREL Stephane</b>	300000	150000
<b>ELMA Anthony</b>	15000	15000
<b>ELOY Christophe</b>	15000	15000
<b>ESTIVAL Florian</b>	15000	15000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	15000	15000
<b>EYMAR Anthony</b>	15000	15000
<b>EYMARD Frederic</b>	30000	30000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	15000	15000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	15000	15000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	15000	15000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	15000	15000
<b>FITTIPALDI Sabine</b>	15000	15000



<b>FOLLETETE Lionel</b>	15000	15000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	15000	15000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	15000	15000
<b>GACHET Teddy</b>	15000	15000
<b>GALIAY Stephane</b>	15000	15000
<b>GANAY Vincent</b>	15000	15000
<b>GARCIA Jean-Paul</b>	30000	30000
<b>GARENCE MALTAGLIATI Catherine</b>	60000	60000
<b>GARGUILO Caroline</b>	15000	15000
<b>GERMAIN Loic</b>	15000	15000
<b>GIUSTI Gregory</b>	15000	15000
<b>GODICHON Arnaud</b>	15000	15000
<b>GODIN Vanessa</b>	15000	15000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	30000	30000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	15000	15000
<b>GRONDIN Julien</b>	15000	15000
<b>GUERINI Laetitia</b>	15000	15000
<b>GUIBAL Lionel</b>	15000	15000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	15000	15000
<b>GUIVARCH Vincent</b>	60000	60000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	15000	15000
<b>HAHN Nathalie</b>	15000	15000
<b>HAJI Yann</b>	15000	15000
<b>HAMON Bruno</b>	300000	150000
<b>HARZI Sana</b>	15000	15000
<b>HENNI Nabil</b>	15000	15000
<b>HERMEL Maeva</b>	15000	15000
<b>HOREL Michel</b>	30000	30000
<b>IANNONE Sebastien</b>	15000	15000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	15000	15000
<b>ISOARD Jacques</b>	30000	30000
<b>ISSAOUI Amine</b>	15000	15000
<b>JAEGER Joel</b>	15000	15000
<b>JAVAUX Valerie</b>	15000	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	15000	15000
<b>KOHN Alexandra</b>	15000	15000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	30000	30000
<b>L'HERBIER Maria</b>	15000	15000
<b>LAGEAT Florence</b>	30000	30000
<b>LAMASSE Patrick</b>	15000	15000

<b>LAODICINA Antoinette</b>	15000	15000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	15000	15000
<b>LAXAGUE Herve</b>	30000	30000
<b>LAY Frederic</b>	15000	15000
<b>LECOQ Frederic</b>	15000	15000
<b>LEGRAND Thierry</b>	15000	15000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	15000	15000
<b>LEONARDI Clementine</b>	15000	15000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	30000	30000
<b>LOUBET Fanny</b>	15000	15000
<b>LUNEL Fabien</b>	15000	15000
<b>MACQUET Herve</b>	15000	15000
<b>MAILLET Sebastien</b>	15000	15000
<b>MANTIN Cyril</b>	15000	15000
<b>MARANDO Salvatore</b>	15000	15000
<b>MARGUET Sonia</b>	15000	15000
<b>MARTEAU Laurence</b>	15000	15000
<b>MARTINACHE Manon</b>	60000	60000
<b>MARTINEZ Franck</b>	15000	15000
<b>MARTINI Damien</b>	15000	15000
<b>MARTONE Cyril</b>	15000	15000
<b>MASAROTTI Regis</b>	30000	30000
<b>MAYER Fabrice</b>	15000	15000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	15000	15000
<b>MEFFRE Agnes</b>	15000	15000
<b>MISTRAL VILLEGENTE Christiane</b>	30000	30000
<b>MONFORTE Laurent</b>	15000	15000
<b>MONTELS Jerome</b>	30000	30000
<b>MONZO Jimmy</b>	15000	15000
<b>MORENO Jean</b>	15000	15000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	15000	15000
<b>MOULIET Christophe</b>	15000	15000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	15000	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	60000	60000
<b>NAVARRO Antoine</b>	15000	15000
<b>NEHME Jade</b>	15000	15000
<b>NICOLAS Stephane</b>	15000	15000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	15000	15000
<b>OLIVE Carole</b>	15000	15000
<b>OUARET Katia</b>	15000	15000

<b>OZOUX Frederique</b>	30000	30000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	15000	15000
<b>PASTOR Nathalie</b>	15000	15000
<b>PAUVERT Pierre</b>	15000	15000
<b>PELISSIER Christophe</b>	15000	15000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	30000	30000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	15000	15000
<b>PIGNARD Frederik</b>	15000	15000
<b>PINON Philippe</b>	15000	15000
<b>POCHOLLE Maite</b>	15000	15000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	15000	15000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	15000	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	15000	15000
<b>REDOUANE Naouel</b>	15000	15000
<b>RICARD David</b>	15000	15000
<b>RICHARD Lina</b>	15000	15000
<b>RINAUDO Philippe</b>	30000	30000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	15000	15000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	15000	15000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	15000	15000
<b>ROCHDI Marine</b>	15000	15000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	15000	15000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	15000	15000
<b>RUBI Mikael</b>	15000	15000
<b>SAGET Lucas</b>	15000	15000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	15000	15000
<b>SARDELLI Didier</b>	15000	15000
<b>SIMON Alain</b>	30000	30000
<b>TAZI Hassan</b>	15000	15000
<b>TEILHARD Michel</b>	15000	15000
<b>TELENA Marion</b>	15000	15000
<b>TERRIBILE Denis</b>	30000	30000
<b>THAMRI Zine</b>	15000	15000
<b>THEROND Julien</b>	15000	15000
<b>THIAVILLE Julien</b>	15000	15000
<b>TORTORA Thierry</b>	15000	15000
<b>TOUATI Mehdi</b>	15000	15000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	15000	15000
<b>VALENTIN Clement</b>	15000	15000
<b>VIDAL Thomas</b>	15000	15000

<b>WEYMANN Romuald</b>	15000	15000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	15000	15000
<b>YSSOUFI Nassif</b>	15000	15000
<b>ZITO Coralie</b>	15000	15000

**Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	1500	7500	15000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	1500	7500	15000
CAVALLO Mathieu	500	7500	15000
CERUTTI Emilie	500	7500	15000
CEZARD Delphine	1500	7500	15000

<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHENE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	500	7500	15000
<b>COHEN Florent</b>	500	7500	15000
<b>CUMIN Vincent</b>	500	7500	15000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	500	7500	15000
<b>DARNIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	1500	7500	15000
<b>DELARIEU Eric</b>	1500	7500	15000
<b>DELLAC Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>DELOSIER Florent</b>	1500	7500	15000
<b>DENIS Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>DERUELLE Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>DESCAMPS Remi</b>	500	7500	15000
<b>DESPOUY Romain</b>	500	7500	15000
<b>DEVAUX Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	1500	7500	15000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	500	7500	15000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	500	7500	15000
<b>DUREL Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>ELMA Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>ELOY Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ESTIVAL Florian</b>	1500	7500	15000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>EYMAR Anthony</b>	500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	500	7500	15000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	500	7500	15000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	500	7500	15000
<b>FITTIPALDI Sabine</b>	500	7500	15000
<b>FOLLETETE Lionel</b>	1500	7500	15000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	500	7500	15000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>GACHET Teddy</b>	1500	7500	15000
<b>GALIAY Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>GANAY Vincent</b>	500	7500	15000
<b>GARGUILO Caroline</b>	1500	7500	15000

<b>GERMAIN Loic</b>	1500	7500	15000
<b>GIUSTI Gregory</b>	500	7500	15000
<b>GODICHON Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GODIN Vanessa</b>	500	7500	15000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	1500	7500	15000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>GRONDIN Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GUERINI Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Lionel</b>	500	7500	15000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	500	7500	15000
<b>HAHN Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>HAJI Yann</b>	1500	7500	15000
<b>HAMON Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>HARZI Sana</b>	1500	7500	15000
<b>HENNI Nabil</b>	1500	7500	15000
<b>HERMEL Maeva</b>	1500	7500	15000
<b>HOREL Michel</b>	1500	7500	15000
<b>IANNONE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	1500	7500	15000
<b>ISSAOUI Amine</b>	500	7500	15000
<b>JAEGER Joel</b>	1500	7500	15000
<b>JAVAUX Valerie</b>	500	7500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>KOHN Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>L'HERBIER Maria</b>	500	7500	15000
<b>LAMASSE Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>LAODICINA Antoinette</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>LAXAGUE Herve</b>	1500	7500	15000
<b>LAY Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LECOQ Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LEGRAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	1500	7500	15000
<b>LEONARDI Clementine</b>	500	7500	15000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>LOUBET Fanny</b>	500	7500	15000
<b>LUNEL Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>MACQUET Herve</b>	1500	7500	15000

<b>MAILLET Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MANTIN Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MARANDO Salvatore</b>	500	7500	15000
<b>MARGUET Sonia</b>	500	7500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b>	500	7500	15000
<b>MARTINEZ Franck</b>	500	7500	15000
<b>MARTINI Damien</b>	500	7500	15000
<b>MARTONE Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MASAROTTI Regis</b>	1500	7500	15000
<b>MAYER Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	1500	7500	15000
<b>MEFFRE Agnes</b>	500	7500	15000
<b>MONFORTE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MONTELS Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>MONZO Jimmy</b>	1500	7500	15000
<b>MORENO Jean</b>	1500	7500	15000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	1500	7500	15000
<b>MOULIET Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	500	7500	15000
<b>NAVARRO Antoine</b>	1500	7500	15000
<b>NEHME Jade</b>	500	7500	15000
<b>NICOLAS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>OLIVE Carole</b>	500	7500	15000
<b>OUARET Katia</b>	1500	7500	15000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	500	7500	15000
<b>PASTOR Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>PAUVERT Pierre</b>	500	7500	15000
<b>PELISSIER Christophe</b>	500	7500	15000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	500	7500	15000
<b>PIGNARD Frederik</b>	500	7500	15000
<b>PINON Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>POCHOLLE Maite</b>	1500	7500	15000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	1500	7500	15000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	1500	7500	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>REDOUANE Naouel</b>	500	7500	15000
<b>RICARD David</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Lina</b>	500	7500	15000



<b>RINAUDO Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	500	7500	15000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	500	7500	15000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHDI Marine</b>	500	7500	15000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	500	7500	15000
<b>RUBI Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>SAGET Lucas</b>	500	7500	15000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	500	7500	15000
<b>SARDELLI Didier</b>	500	7500	15000
<b>TAZI Hassan</b>	1500	7500	15000
<b>TEILHARD Michel</b>	500	7500	15000
<b>TELENA Marion</b>	500	7500	15000
<b>TERRIBILE Denis</b>	1500	7500	15000
<b>THAMRI Zine</b>	1500	7500	15000
<b>THEROND Julien</b>	500	7500	15000
<b>THIAVILLE Julien</b>	500	7500	15000
<b>TORTORA Thierry</b>	500	7500	15000
<b>TOUATI Mehdi</b>	500	7500	15000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	1500	7500	15000
<b>VALENTIN Clement</b>	500	7500	15000
<b>VIDAL Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>WEYMANN Romuald</b>	500	7500	15000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	1500	7500	15000
<b>YSSOUFI Nassif</b>	500	7500	15000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000

**Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AGULLO Pascal	500	7500	15000
AGULLO Sabine	500	7500	15000
ALPHAND Marien	1500	7500	15000
ALSFASSER Samuel	1500	7500	15000
AMIR Kamel	1500	7500	15000
AUBINAUD Patricia	1500	7500	15000
AUGARDE Jean-Francois	1500	7500	15000
AYGRET Morgane	1500	7500	15000
BALLIAN Justine	500	7500	15000
BASSUEL Emmanuel	1500	7500	15000
BELPAEME Guilhem	500	7500	15000
BEN MOHAMED Mohamed	500	7500	15000
BEN SLAMA Yamin	500	7500	15000
BENCHORA Nacer	500	7500	15000
BENHENDA Mehdi	500	7500	15000
BENLIAN Yann	1500	7500	15000
BERARD Eric	1500	7500	15000
BERGERON Damien	1500	7500	15000
BIJON Manuel	1500	7500	15000
BLIDI Mohammed	1500	7500	15000
BONNEROT Sylvain	500	7500	15000
BORGHESI David	1500	7500	15000
BOUMEDINE Soraya	1500	7500	15000
BOURHY Marine	500	7500	15000
BOUSQUET Pascal	1500	7500	15000
BRAS Benedicte	1500	7500	15000
BRAULT Olivier	1500	7500	15000
BRETER Emmanuel	1500	7500	15000
BROUSSET Florence	1500	7500	15000
BRUNA David	1500	7500	15000
CAVALLO Mathieu	500	7500	15000
CERUTTI Emilie	500	7500	15000
CEZARD Delphine	1500	7500	15000

<b>CHATAIGNERE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHENE Frederic</b>	500	7500	15000
<b>CHEVOLEAU Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>CLOSSET Jennifer</b>	500	7500	15000
<b>COHEN Florent</b>	500	7500	15000
<b>CUMIN Vincent</b>	500	7500	15000
<b>DAHAMNI Abdelkader</b>	500	7500	15000
<b>DARNIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>DEBBACHE Daoud</b>	1500	7500	15000
<b>DELARIEU Eric</b>	1500	7500	15000
<b>DELLAC Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>DELOSIER Florent</b>	1500	7500	15000
<b>DENIS Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>DERUELLE Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>DESCAMPS Remi</b>	500	7500	15000
<b>DESPOUY Romain</b>	500	7500	15000
<b>DEVAUX Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>DHOBIE Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>DO ROSARIO Abdou-Aziz</b>	1500	7500	15000
<b>DOMINGUEZ Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DOS SANTOS Fanny</b>	500	7500	15000
<b>DUCOLONE Gilbert</b>	500	7500	15000
<b>DUREL Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>ELMA Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>ELOY Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ESTIVAL Florian</b>	1500	7500	15000
<b>EVANGELISTA Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>EYMAR Anthony</b>	500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Christian</b>	500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Pierre</b>	500	7500	15000
<b>FERRANTE Sylvia</b>	500	7500	15000
<b>FIORINO Anne-Marie</b>	500	7500	15000
<b>FITTIPALDI Sabine</b>	500	7500	15000
<b>FOLLETETE Lionel</b>	1500	7500	15000
<b>FONTAINE Jean-Albert</b>	500	7500	15000
<b>FRANCESCHI Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>GACHET Teddy</b>	1500	7500	15000
<b>GALIAY Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>GANAY Vincent</b>	500	7500	15000
<b>GARGUILO Caroline</b>	1500	7500	15000

<b>GERMAIN Loic</b>	1500	7500	15000
<b>GIUSTI Gregory</b>	500	7500	15000
<b>GODICHON Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GODIN Vanessa</b>	500	7500	15000
<b>GOUYACHE Maurice</b>	1500	7500	15000
<b>GRAVELIER MICHON Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>GRONDIN Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GUERINI Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Lionel</b>	500	7500	15000
<b>GUIGNARD Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>GUZMAN Jean-Marc</b>	500	7500	15000
<b>HAHN Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>HAJI Yann</b>	1500	7500	15000
<b>HAMON Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>HARZI Sana</b>	1500	7500	15000
<b>HENNI Nabil</b>	1500	7500	15000
<b>HERMEL Maeva</b>	1500	7500	15000
<b>HOREL Michel</b>	1500	7500	15000
<b>IANNONE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>IKHLEF Mohamed</b>	1500	7500	15000
<b>ISSAOUI Amine</b>	500	7500	15000
<b>JAEGER Joel</b>	1500	7500	15000
<b>JAVAUX Valerie</b>	500	7500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>KOHN Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>KOLODZIEJ Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>L'HERBIER Maria</b>	500	7500	15000
<b>LAMASSE Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>LAODICINA Antoinette</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENZIO Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>LAXAGUE Herve</b>	1500	7500	15000
<b>LAY Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LECOQ Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LEGRAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>LELIEVRE Corentin</b>	1500	7500	15000
<b>LEONARDI Clementine</b>	500	7500	15000
<b>LOUARGANT Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>LOUBET Fanny</b>	500	7500	15000
<b>LUNEL Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>MACQUET Herve</b>	1500	7500	15000

<b>MAILLET Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MANTIN Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MARANDO Salvatore</b>	500	7500	15000
<b>MARGUET Sonia</b>	500	7500	15000
<b>MARTEAU Laurence</b>	500	7500	15000
<b>MARTINEZ Franck</b>	500	7500	15000
<b>MARTINI Damien</b>	500	7500	15000
<b>MARTONE Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>MASAROTTI Regis</b>	1500	7500	15000
<b>MAYER Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>MAZOUZ Rachid</b>	1500	7500	15000
<b>MEFFRE Agnes</b>	500	7500	15000
<b>MONFORTE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MONTELS Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>MONZO Jimmy</b>	1500	7500	15000
<b>MORENO Jean</b>	1500	7500	15000
<b>MORTREUX Meiddi</b>	1500	7500	15000
<b>MOULIET Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>MOUSSADIK Jean-Karim</b>	500	7500	15000
<b>NAVARRO Antoine</b>	1500	7500	15000
<b>NEHME Jade</b>	500	7500	15000
<b>NICOLAS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>NIZZI Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>OLIVE Carole</b>	500	7500	15000
<b>OUARET Katia</b>	1500	7500	15000
<b>PALOSSE Jocelyne</b>	500	7500	15000
<b>PASTOR Nathalie</b>	500	7500	15000
<b>PAUVERT Pierre</b>	500	7500	15000
<b>PELISSIER Christophe</b>	500	7500	15000
<b>PETITVALLET Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>PEZZATINI--RIBOT Margaux</b>	500	7500	15000
<b>PIGNARD Frederik</b>	500	7500	15000
<b>PINON Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>POCHOLLE Maite</b>	1500	7500	15000
<b>POITEVINEAU Francis</b>	1500	7500	15000
<b>POUBLAN COUSTE Claude</b>	1500	7500	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>REDOUANE Naouel</b>	500	7500	15000
<b>RICARD David</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Lina</b>	500	7500	15000

<b>RINAUDO Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>RIU HARDUIN Geraldine</b>	500	7500	15000
<b>RIVIERE Genevieve</b>	500	7500	15000
<b>ROBBA Anne-Marie</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHDI Marine</b>	500	7500	15000
<b>ROQUE Jean-Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ROUZAUD Cedric</b>	500	7500	15000
<b>RUBI Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>SAGET Lucas</b>	500	7500	15000
<b>SAHRAOUI Karim</b>	500	7500	15000
<b>SARDELLI Didier</b>	500	7500	15000
<b>TAZI Hassan</b>	1500	7500	15000
<b>TEILHARD Michel</b>	500	7500	15000
<b>TELENA Marion</b>	500	7500	15000
<b>TERRIBILE Denis</b>	1500	7500	15000
<b>THAMRI Zine</b>	1500	7500	15000
<b>THEROND Julien</b>	500	7500	15000
<b>THIAVILLE Julien</b>	500	7500	15000
<b>TORTORA Thierry</b>	500	7500	15000
<b>TOUATI Mehdi</b>	500	7500	15000
<b>TOUSSAINT Luc</b>	1500	7500	15000
<b>VALENTIN Clement</b>	500	7500	15000
<b>VIDAL Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>WEYMANN Romuald</b>	500	7500	15000
<b>YOUCEFI Nabila</b>	1500	7500	15000
<b>YSSOUFI Nassif</b>	500	7500	15000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

MARSEILLE CEDEX 2, LE 19 AVR. 2021

DR MARSEILLE

48 AV ROBERT SCHUMAN  
13224 MARSEILLE CEDEX 2  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : RABEUX Caroline  
Téléphone : 09 70 27 83 09  
Télécopie : 04 91 14 14 13  
Mél : dr-  
[marseille@douane.finances.gouv.fr](mailto:marseille@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2021/8 du directeur régional à MARSEILLE CEDEX 2 portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE

*JEAN BAPTISTE Guy*



**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional**  
**JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional  
JEAN BAPTISTE Guy  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional  
JEAN BAPTISTE Guy  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional  
JEAN BAPTISTE Guy**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 36791	3000	15000	30000
Matricule 37275	6000	30000	60000
Matricule 37580	1500	7500	15000
Matricule 38516	3000	15000	30000
Matricule 38528	3000	15000	30000
Matricule 38940	500	7500	15000
Matricule 39068	1500	7500	15000
Matricule 39654	3000	15000	30000
Matricule 40949	6000	30000	60000
Matricule 41061	illimité	100000	250000
Matricule 41333	1500	7500	15000
Matricule 41378	1500	7500	15000
Matricule 41514	3000	15000	30000
Matricule 41740	1500	7500	15000
Matricule 42047	3000	15000	30000
Matricule 42049	9000	45000	90000
Matricule 42057	6000	30000	60000
Matricule 42109	3000	15000	30000
Matricule 42285	6000	30000	60000
Matricule 42538	500	7500	15000
Matricule 42549	6000	30000	60000
Matricule 42707	3000	15000	30000
Matricule 43257	3000	15000	30000
Matricule 43262	1500	7500	15000
Matricule 43327	9000	45000	90000
Matricule 43357	3000	15000	30000
Matricule 43641	500	7500	15000
Matricule 43679	9000	45000	90000

<b>Matricule 44028</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 44198</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 44304</b>	6000	30000	60000
<b>Matricule 44450</b>	illimité	100000	250000
<b>Matricule 45064</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45216</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45258</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45372</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45448</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 45515</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 45625</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45714</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45720</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45957</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 46269</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 46420</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 46684</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 47037</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50006</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50050</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50262</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50356</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50410</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50416</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50706</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50808</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 51492</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 51753</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 51846</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52095</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 52101</b>	6000	30000	60000
<b>Matricule 52190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52315</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52361</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 52414</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 52786</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53471</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53638</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 53678</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 53728</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 53859</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 53962</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 53978</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54038</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54093</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54282</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54391</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54410</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54446</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54474</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54502</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54576</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54597</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 54599</b>	9000	45000	90000
<b>Matricule 54654</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54750</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55058</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55144</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55234</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55254</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55352</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 55450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55494</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55602</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55814</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55818</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55826</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55866</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 56074</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 56251</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56270</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56358</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56388</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 56435</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56982</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57200</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 57252</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57328</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 57392</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 57535</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57540</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57558</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57612</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58110</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 58125</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58128</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 58222</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58290</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58538</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58617</b>	3000	15000	30000
<b>Matricule 58736</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58830</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58886</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58947</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58966</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 59167</b>	9000	45000	90000
<b>Matricule 59396</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59750</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59788</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 59907</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 59994</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60128</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 60486</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60553</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 60578</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60960</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61020</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61084</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61123</b>	6000	30000	60000
<b>Matricule 61130</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61313</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61316</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61358</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61380</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 61562</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61606</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61618</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61806</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61935</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62028</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62102</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62144</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62258</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62462</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62592</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62642</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62662</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62876</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62912</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62946</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63000</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63078</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63305</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 63310</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63320</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63374</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 63478</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 63618</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64106</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64152</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64168</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64228</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64260</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64418</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64426</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64486</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64562</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64602</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64626</b>	1500	7500	15000



<b>Matricule 64638</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64660</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64874</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65108</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65128</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65130</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65384</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65880</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65938</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66232</b>	500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional**  
**JEAN BAPTISTE Guy**  
**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional  
JEAN BAPTISTE Guy  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional  
JEAN BAPTISTE Guy  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 36791</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 37580</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 38516</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 38528</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 38940</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 39068</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41061</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41333</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41378</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41740</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42047</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42538</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 42707</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43262</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43641</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 44028</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 44198</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45064</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45216</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45258</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45372</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45448</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45515</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45625</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45714</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45720</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 45957</b>	500	7500	15000

<b>Matricule 46269</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 46420</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 46684</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 47037</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50006</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50050</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50262</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50356</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50410</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50416</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50706</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 50808</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51492</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 51753</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 51846</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52315</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52786</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53471</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53638</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 53678</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53728</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 53859</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53962</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 53978</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54038</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54093</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54282</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54391</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54410</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54446</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 54474</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54502</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54576</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54597</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54654</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 54750</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55058</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55144</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55234</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55254</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55352</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55494</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55602</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55814</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55818</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55826</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 55866</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 56074</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 56251</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56270</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56358</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56388</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 56435</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56982</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57200</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57252</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57328</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 57392</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 57535</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57540</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57558</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57612</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58110</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 58125</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58128</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 58222</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58290</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58538</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58617</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58736</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58830</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58886</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 58947</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58966</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 59396</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59750</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59788</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 59907</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 59994</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60128</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 60486</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60553</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 60578</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60960</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61020</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61084</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61130</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61313</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61316</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61358</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61380</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61562</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61606</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 61618</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61806</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61935</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62028</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62102</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62144</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62258</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62462</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62592</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62642</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62662</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 62876</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62912</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62946</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63000</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 63078</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63305</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 63310</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63320</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63374</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 63478</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 63618</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64106</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64152</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64168</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64228</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64260</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64418</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64426</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64486</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64562</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64602</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64626</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64638</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64660</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 64874</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65108</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65128</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65130</b>	500	7500	15000
<b>Matricule 65240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65384</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65880</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65938</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66232</b>	500	7500	15000



**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 19 avr. 2021 du directeur régional  
JEAN BAPTISTE Guy  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2021-04-27-00002

Arrêté donnant délégation de signature à Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer, Directrice de la sécurité, des polices administratives et de la réglementation



---

**Arrêté donnant délégation de signature à  
Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer  
Directrice de la sécurité, des polices administratives et de la réglementation**

---

La préfète de police

Vu le code de la défense ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L.3332-15 ;

Vu le code de sécurité intérieure ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, notamment ses articles 1 et 3 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié, préventif ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment ses articles 78-1 et suivants ;

Vu le décret n°2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes, moderne, simplifié et préventif ;

Vu le décret du Président de la République du 11 mars 2019 portant nomination de M. Denis MAUVAIS en qualité de sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13-2020-12-24-001 du 24 décembre 2020 portant organisation des directions, services et bureaux de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu la note de service n° 352 de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône du

13 août 2019 portant affectation de Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'Outre-Mer, en qualité de directrice de la sécurité - police administrative et réglementation à compter du 1er octobre 2019 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône.

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Délégation de signature est donnée à Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'Outre-Mer, directrice de la sécurité - police administrative et réglementation (DSPAR), dans les matières relevant pour cette direction des attributions de la préfète de police des Bouches du Rhône, telles que définies dans les dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, hormis les arrêtés de fermeture administrative des débits de boissons, licence IV.

### **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'Outre-Mer, directrice de la sécurité - police administrative et réglementation (DSPAR), la délégation de signature qui lui est consentie sera assurée par Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, par Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes et par M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière, qui sont également habilités à signer les correspondances courantes relevant de la compétence de leurs bureaux respectifs.

### **ARTICLE 3 -**

Dans le cadre des attributions du bureau de la circulation routière, délégation de signature est donnée à Mme Hélène CARLOTTI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau, chef du pôle droits à conduire pour les décisions portant suspension, interdiction de délivrance du permis de conduire et pour l'immobilisation et mise en fourrière en application de l'article L.325-1-2 du code de la route, ainsi que pour les décisions portant sur les éthylo-tests anti-démarrage et décisions portant habilitation au SNPC et SIV de la police municipale. Délégation de signature est donnée pour ces compétences en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène CARLOTTI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau, chef du pôle droits à conduire à Mme Laurie-Anne BOUSSANT, secrétaire administrative de classe supérieure, chef du pôle professions réglementées, adjointe au chef du bureau de la circulation routière.

### **ARTICLE 4 :**

Dans le cadre des attributions du bureau des armes, délégation de signature est donnée à :

- Mme Sylvie PONGE, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef du bureau des armes, pour signer les cartes européennes d'armes à feu, ainsi que les récépissés de déclaration d'acquisition, vente, cession ou mise en possession d'armes de catégorie C, les demandes de renseignements figurant au fichier HOPSY tenu par l'ARS, ainsi que toutes correspondances nécessaires à l'instruction des dossiers relevant du bureau des armes, notamment les enquêtes administratives de moralité ou de destination d'armes, à effectuer par les forces de l'ordre, et devant donner lieu à la consultation de fichiers puis au rendu d'un avis circonstancié (sur les demandes d'autorisation d'acquisition et détention d'armes).

- Mme Nathalie TEMPESTA, secrétaire administrative de classe supérieure, chargée de la section armes de catégorie C pour signer les récépissés de déclaration d'acquisition, vente, cession ou mise en possession d'armes de catégorie C, les demandes de renseignements figurant au fichier HOPSY tenu par l'ARS, ainsi que toutes correspondances nécessaires à l'instruction des dossiers relevant du bureau des armes, notamment les enquêtes administratives de moralité ou de destination d'armes, à effectuer par les forces de l'ordre, et devant donner lieu à la consultation de fichiers puis au rendu d'un avis circonstancié (sur les demandes d'autorisation d'acquisition et détention d'armes).

#### **ARTICLE 5 :**

Dans le cadre des attributions du bureau des polices administratives en matière de sécurité, délégation de signature est donnée à :

- Mme Eurielle JULLIAND, secrétaire administrative de classe supérieure, chef de la mission police administrative, pour signer les récépissés de dépôt des demandes d'installation de systèmes de vidéo-protection, les demandes d'enquête aux services de police et gendarmerie, les demandes de pièces réglementaires manquantes aux dossiers, les demandes de suites judiciaires près les procureurs de la République et les bordereaux et courriers d'envoi pour notification et information, les demandes d'enquêtes de police ou de gendarmerie permettant de vérifier le respect des zones de protection lors d'une translation de licence de débit de boissons, les avis des services de police et de gendarmerie et des mairies dans le cadre des demandes d'autorisations de fermeture tardives des débits de boissons, les avis réglementaires des maires concernés dans le cadre des transferts intra-départementaux de licences de boissons, les pièces réglementaires manquantes aux dossiers et les bordereaux d'envoi pour notification et information ainsi que toutes les correspondances courantes,

- Mme Stéphanie DUPUY, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de la mission sécurité pour signer les demandes d'enquête aux services de police et gendarmerie, les demandes de renseignements figurant au fichier HOPSY, les demandes de pièces réglementaires manquantes aux dossiers, les demandes de suites judiciaires près les procureurs de la République et les bordereaux et courriers d'envoi pour notification et information, ainsi que la consultation des fichiers nécessaires aux enquêtes administratives dans les matières relevant de sa mission ainsi que toutes les correspondances courantes

#### **ARTICLE 6 :**

Dans le cadre des attributions du bureau des polices administratives en matière de sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Hélène GUARNACCIA, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, pour signer les récépissés de dépôt des demandes d'installation de systèmes de vidéo-protection ainsi que la consultation des fichiers nécessaires aux enquêtes administratives et toutes les correspondances courantes relatives aux attributions du bureau des polices administratives en matière de sécurité.

#### **ARTICLE 7 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes, la délégation de signature qui lui est consentie sera assurée par Mme Sylvie PONGE, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau des armes, ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de ces dernières par Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité et par M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière

#### **ARTICLE 8 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, la délégation de signature qui lui est consentie sera assurée par Mme Marie-Hélène GUARNACCIA, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité, par Mme Stéphanie DUPUY, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de la mission sécurité, pour les attributions relatives à la mission sécurité et Mme Eurielle JULLIAND, secrétaire administrative de classe supérieure, chef de la mission police administrative, pour les attributions relatives à la mission police administrative, ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de ces dernières par Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes et par M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière

**ARTICLE 9 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre INVERNON, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la circulation routière, la délégation de signature qui lui est consentie au titre du bureau de la circulation routière sera assurée par Mme Hélène CARLOTTI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau, chef du pôle droits à conduire et par Mme Laurie-Anne BOUSSANT, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef de bureau, chef du pôle professions réglementées pour l'ensemble des attributions du bureau de la circulation routière, ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de ces derniers par Mme Valérie SOLA, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des polices administratives en matière de sécurité et Mme Linda HAOUARI, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des armes en cas d'absence.

**ARTICLE 10 :**

L'arrêté n°13-2021-04-26-00035 du 26 avril 2021 publié au RAA n°13-2021-118 du 27 avril 2021 est retiré.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté prendra effet le 1er mai 2021, date à laquelle il abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 publié au RAA N° 13-2020-313 du 14 décembre 2020.

**ARTICLE 12 :**

M. le directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône et Mme la directrice de la sécurité-police administrative et réglementation- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 27 avril 2021

La préfète de police  
des Bouches-du-Rhône

*signé*

Frédérique CAMILLERI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-27-00004

Arrêté portant habilitation de la société  
dénommée

« PFI Provence » exploitée sous l enseigne  
commerciale « ACCUEIL PERMANENCE  
GENERALE DES POMPES FUNEBRES » sise à  
MARSEILLE (13001) dans le domaine funéraire, du  
27 AVRIL 2021



**Bureau des Elections et de la Réglementation  
DCLE/BER/FUN/2021/N°**

---

**Arrêté portant habilitation de la société dénommée  
« PFI Provence » exploitée sous l'enseigne commerciale « ACCUEIL PERMANENCE  
GENERALE DES POMPES FUNEBRES » sise à MARSEILLE (13001)  
dans le domaine funéraire, du 27 AVRIL 2021**

---

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), (notamment les articles L2223-19 et L2223-23) ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 13 mai 2020 portant habilitation sous le n° 20-13-0237 de la société dénommée « PFI Provence » exploitée sous l'enseigne commerciale « ACCUEIL PERMANENCE GENERALE DES POMPES FUNEBRES » dans le domaine funéraire jusqu'au 13 mai 2021 ;

Vu la demande reçue le 12 mars 2021 de Monsieur Jordan SARRAZIT, Président, sollicitant le renouvellement de l'habilitation susvisée dans le domaine funéraire ;

Considérant que Monsieur Jordan SARRAZIT, Président, justifie de l'aptitude professionnelle requise par les fonctions de dirigeant, dans les conditions visées à l'article D.2223-55-13 du code, l'intéressé est réputé satisfaire au 1<sup>er</sup> janvier 2013, à l'exigence de diplôme mentionnée à l'article L.2223-25-1 du CGCT ;

Considérant que la demande est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;



## A R R E T E

Article 1er : La société dénommée «PFI Provence » exploitée sous l'enseigne commerciale «ACCUEIL PERMANENCE GENERALE DES POMPES FUNEBRES.» sise 10 Rue de la République à MARSEILLE (13001), exploitée par M. Jordan SARRAZIT, Président, est habilitée à compter de la date du présent arrêté, pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques,
- Fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation attribué est : **21-13-0237**

Article 3 : L'habilitation est accordée pour 5 ans à compter de la date du présent arrêté. La demande de renouvellement de l'habilitation devra être effectuée deux mois avant son échéance.

Article 4 : L'arrêté Préfectoral du 13 mai 2020 portant habilitation sous le n° 20-13-0237 susvisé est abrogé.

Article 5: L'opérateur funéraire habilité peut confier à un ou plusieurs sous-traitants la réalisation de tout ou partie des prestations relevant du service extérieur des pompes funèbres. Ce dernier doit être habilité pour la prestation qu'il sous-traite ; de même que les sous-traitants doivent être habilités pour chacune des prestations du service extérieur qu'ils fournissent de manière habituelle aux familles. A défaut du respect de ces prescriptions, leur responsabilité conjointe pourra être mise en cause.

Article 6: La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille ; la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 8 : La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, 27 avril 2021

Pour le Préfet,  
La Cheffe de la Mission Réglementation

SIGNE

Sabrina DJOURI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-27-00003

Arrêté portant habilitation de l'établissement  
secondaire de la société dénommée  
« POMPES FUNEBRES NEMROD » sis à  
MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire,  
du 27 AVRIL 2021



**Bureau des Elections et de la Réglementation  
DCLE/BER/FUN/2021/N°**

---

**Arrêté portant habilitation de l'établissement secondaire de la société dénommée  
« POMPES FUNEBRES NEMROD » sis à MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire,  
du 27 AVRIL 2021**

---

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L2223-19 et L2223-23 ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 9 juillet 2015 portant habilitation sous le n°15/13/415 de l'établissement secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES NEMROD » sise 26 avenue des Frères Roqueplan à MALLEMORT (13370) dans le domaine funéraire jusqu'au 09 juillet 2021 ;

Vu la demande reçue le 27 janvier 2021 de M. Jean-Marie JOUVAL, M. Olivier JOUVAL et Mme Sandrine JOUVAL, co-gérants, sollicitant le renouvellement de l'habilitation de l'établissement secondaire susvisé dans le domaine funéraire ;

Considérant que M. Jean-Marie JOUVAL, M. Olivier JOUVAL, Mme Sandrine JOUVAL, co-responsables, justifient de l'aptitude professionnelle requise par les fonctions de dirigeant dans les conditions visées à l'article D.2223-55-13 du code, et réputés satisfaire au 1<sup>er</sup> janvier 2013, à l'exigence de diplôme mentionnée à l'article L.2223-25-1 du CGCT ;

Considérant que l'entreprise susvisée est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## ARRETE

Article 1er : l'établissement secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES NEMROD » sise 26 avenue des Frères Roqueplan à MALLEMORT (13370) exploité par M. Jean-Marie JOUVAL, M. Olivier JOUVAL et Mme Sandrine JOUVAL, co-gérants, est habilité à compter de la date du présent arrêté, pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Soins de conservation (*en sous-traitance*)
- Fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

Article 2 : Le numéro d'habilitation attribué est : **21-13-0204**. L'habilitation est accordée pour 5 ans à compter de la date du présent arrêté. La demande de renouvellement devra être effectuée 2 mois avant son échéance.

Article 3 : L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 9 juillet 2015 portant habilitation sous le numéro 15/13/415 de l'établissement secondaire susvisé est abrogé.

Article 4 : L'opérateur funéraire habilité peut confier à un ou plusieurs sous-traitants la réalisation de tout ou partie des prestations relevant du service extérieur des pompes funèbres. Ce dernier doit être habilité pour la prestation qu'il sous-traite ; de même que les sous-traitants doivent être habilités pour chacune des prestations du service extérieur qu'ils fournissent de manière habituelle aux familles. A défaut du respect de ces prescriptions, leur responsabilité conjointe pourra être mise en cause.

Article 5 : La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille ; la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 7 : La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, 27 avril 2021

Pour le Préfet,  
La Cheffe de la Mission Réglementation

SIGNE

Sabrina DJOURI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-26-00043

Arrêté portant habilitation de l'établissement  
secondaire de la société dénommée  
« FUNERAILLES EUROPEENNES » sise à VELAUX  
(13880) dans le domaine funéraire, du 26 avril  
2021



**Bureau des Elections et de la Réglementation  
DCLE/BER/FUN/2021/N°**

---

**Arrêté portant habilitation de l'établissement secondaire de la société dénommée  
« FUNERAILLES EUROPEENNES » sise à VELAUX (13880)  
dans le domaine funéraire, du 26 avril 2021**

---

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), (notamment les articles L2223-19 et L2223-23) ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mai 2020 portant habilitation sous le n°20-13-0245 de l'établissement secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES » sis 27 rue Victor Hugo à VELAUX (13880) dans le domaine funéraire jusqu'au 27 mai 2021 ;

Vu la demande reçue le 24 mars 2021 de M. Daniel NOCERA, gérant, sollicitant le renouvellement de l'habilitation de l'établissement secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES » sis 27 Rue Victor Hugo à VELAUX (13880), dans le domaine funéraire

Considérant que la demande est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : L'établissement secondaire de la société dénommée « FUNERAILLES EUROPEENNES » sis 27 Rue Victor Hugo à VELAUX (13880) dirigé par Monsieur Daniel NOCERA, gérant, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- organisation des obsèques
- fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- transport de corps avant mise en bière
- transport de corps après mise en bière
- soins de conservation (en sous-traitance)
- fourniture de corbillards
- fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation attribué est : **21-13-0245**

Article 3 : L'habilitation est accordée pour 5 ans à compter de la date du présent arrêté. La demande de renouvellement de l'habilitation devra être effectuée deux mois avant son échéance.

Article 4 : L'arrêté Préfectoral du 27 mai 2020 portant habilitation sous le n°20-13-0245 susvisé est abrogé.

Article 5 : L'opérateur funéraire habilité peut confier à un ou plusieurs sous-traitants la réalisation de tout ou partie des prestations relevant du service extérieur des pompes funèbres. Ce dernier doit être habilité pour la prestation qu'il sous-traite ; de même que les sous-traitants doivent être habilités pour chacune des prestations du service extérieur qu'ils fournissent de manière habituelle aux familles. A défaut du respect de ces prescriptions, leur responsabilité conjointe pourra être mise en cause.

Article 6 : La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille ; la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 8 : La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, 26 avril 2021

Pour le Préfet,  
La Cheffe de la Mission Réglementation

SIGNE

Sabrina DJOURI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-26-00041

renouvellement auto-ecole CHAVE-PROGRES, n°  
E0301310820, monsieur Jean-Claude PAGES, 62  
RUE DU PROGRÈS 13005 MARSEILLE





**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**  
**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**  
**SOUS LE N° E 03 013 1082 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

**Vu** l'agrément préfectoral délivré le **07 novembre 2016** autorisant **Monsieur Jean-Claude PAGES** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

**Considérant** la demande de renouvellement d'agrément formulée le **21 avril 2021** par **Monsieur Jean-Claude PAGES** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Monsieur Jean-Claude PAGES** le **22 avril 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1 :** Monsieur Jean-Claude PAGES, demeurant 56 Boulevard Eugène Pierre 13005 MARSEILLE, est autorisé à exploiter, à titre personnel, l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE CHAVE-PROGRÈS 62 RUE DU PROGRÈS 13005 MARSEILLE**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2 :** Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 03 013 1082 0**. Sa validité expire le **22 avril 2026**.

**ART. 3 :** Monsieur Jean-Claude PAGES, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0856 0** délivrée le **24 février 2021** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4 :** L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5 :** Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6 :** Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7 :** Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8 :** Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

**ART. 9 :** L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

.../...

**ART. 10 :** Le titulaire de l'agrément peut former un recours administratif auprès de l'autorité ayant délivré le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut également introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif, 22-24 Rue Breteuil - 13281 MARSEILLE Cedex 6 - [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame le Contrôleur Général, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

*26 AVRIL 2021*

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-26-00042

renouvellement auto-ecole MIRABEAU  
CONDUITE, n° E1201363160, madame Isabelle  
BRULE, 40 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE 13550  
NOVES



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**ARRÊTÉ**

**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

**SOUS LE N° E 12 013 6316 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

**Vu** l'agrément préfectoral délivré le **27 juin 2016** autorisant **Madame Isabelle DEGREMONT Epouse BRULÉ** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

**Considérant** la demande de renouvellement d'agrément formulée le **09 avril 2021** par **Madame Isabelle BRULÉ** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Madame Isabelle BRULÉ** le **20 avril 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1** : Madame Isabelle BRULÉ, demeurant 42 Boulevard Mirabeau 13210 Saint-Remy-de-Provence est autorisée à exploiter, en qualité de représentante de la SARL " NOVES CONDUITE ", l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE MIRABEAU CONDUITE 40 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE 13550 NOVES**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2** : Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 12 013 6316 0**. Sa validité expire le **20 avril 2026**.

**ART. 3** : Madame Isabelle BRULÉ, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0322 0** délivrée le **19 septembre 2019** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désignée en qualité de responsable pédagogique pour les véhicules de la catégorie B.

**Monsieur Julien BRULÉ**, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 13 013 0020 0** délivrée le **01 mars 2018** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique pour les véhicules des catégories deux-roues et BE.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~ AM ~ A1 ~ A2 ~ A ~ BE ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4** : L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5** : Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6** : Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7** : Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8** : Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

.../...

**ART. 9 :** L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

**ART. 10 :** Le titulaire de l'agrément peut former un recours administratif auprès de l'autorité ayant délivré le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut également introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif, 22-24 Rue Breteuil - 13281 MARSEILLE Cedex 6 - [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame le Contrôleur Général, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

*26 AVRIL 2021*

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON